

Quelle réponse à la « guerre des masques » ?

Édito __ Par Ali Moutaib

La crise du nouveau coronavirus provoque aujourd'hui une explosion de la demande mondiale pour du matériel médical. Une bataille se livre donc entre les différents États entraînant une augmentation des prix et un fort déséquilibre de l'offre et de la demande. C'est bel et bien dans l'urgence et la concurrence exacerbée que la « guerre des masques » s'inscrit ; chaque État cherche à se procurer coûte que coûte le matériel médical (masques, respirateurs artificiels, gants, blouses et tenues de protection ...) pour affronter la pandémie. Des difficultés demeurent néanmoins pour les États étant confrontés à un manque des approvisionnements en matériel médical d'urgence. Ceci tend les relations entre pays qui, eux, dépendent fortement des importations en matériel médical, notamment, en provenance de Chine ; un pays ayant su faire des masques une arme géopolitique et géoéconomique par excellence.

Cet état de fait laisse apparaître une situation préoccupante pour la sécurité sanitaire en cas de rupture d'approvisionnement, ce qui met au grand jour la question de la souveraineté des États ; une souveraineté qui doit, aujourd'hui et plus que jamais, s'employer à rassembler

les forces vives des secteurs public et privé en faveur de la production du matériel médical stratégique. Dans ce sens, le Maroc a fait preuve de capacité à produire localement des masques de protection et à fédérer ses compétences et industriels locaux pour la conception et la fabrication d'appareils de respiration artificielle 100 % marocains afin de subvenir à ses besoins en équipements médicaux.

In fine, face à un avenir de plus en plus incertain, on ne peut pas ne pas anticiper. Tout État stratège se doit d'anticiper des crises en restant alerte aux différents signaux et en limitant au maximum les dépendances qui pourrait l'affaiblir. La prévention et l'anticipation doivent ainsi inclure particulièrement les nœuds de dépendances pour s'en affranchir graduellement.



FEUILLETON DE L'ACTUALITE

Par Amine Diouri

- 
- 06 mars** ● **Côte d'Ivoire**
Le président Ouattara annonce ne pas vouloir briguer de troisième mandat en octobre prochain.
- 08 mars** ● **Liban**
Le Liban annonce un défaut de paiement.
- 09 mars** ● **Arabie saoudite**
Baisse historique des prix du pétrole par l'Arabie saoudite.
- 09 mars** ● **Chine**
Le président chinois Xi Jinping en visite dans la ville de Wuhan, les bourses mondiales repartent à la hausse.
- 11 mars** ● **International**
L'Organisation mondiale de la santé déclare que le virus Covid-19 a atteint le stade de pandémie.
- 15 mars** ● **Israël**
Le président Reuven Rivlin a chargé Benny Gantz de former un gouvernement. Le procès de Benjamin Netanyahu est repoussé à cause de la pandémie de Covid-19.
- 19 mars** ● **Chine**
La Chine annonce qu'aucune contamination locale par le virus Covid-19 n'a été enregistrée.
- 19 mars** ● **Union européenne**
La BCE annonce un plan de relance d'urgence de 750 milliards d'euros pour faire face aux impacts négatifs de la pandémie de Covid-19.
- 20 mars** ● **Italie**
Avec 627 morts en une journée à cause du Covid-19, l'Italie enregistre un nombre record de décès.
- 20 mars** ● **International**
La barrière des 10 000 morts à cause de la pandémie de Covid-19 a été franchie.
- 23 mars** ● **États-Unis**
Le président Trump ordonne le déploiement d'hôpitaux de campagne sur le territoire national.

24 mars

Internationale

Le CIO et le Japon annoncent le report des jeux olympiques de 2020.

24 mars

Nigéria

Le Nigéria annonce la mort de 70 soldats dans une embuscade djihadiste.

24 mars

Cameroun

Mort du célèbre artiste Manu Dibango à cause du Covid-19.

24 mars

Chine

La Chine déclare la levée du confinement dans la ville de Wuhan pour le 8 avril.

24 mars

Royaume-Uni

Le prince Charles déclaré positif au Covid-19.

25 mars

Inde

Entrée en vigueur du confinement de la population indienne.

25 mars

Espagne

Le nombre de victimes du Covid-19 en Espagne dépasse celui en Chine.

26 mars

États-Unis

Les États-Unis dépassent la Chine en nombre de personnes infectées par le Covid-19.

26 mars

Royaume-Uni

Le Premier ministre Boris Johnson déclaré positif au Covid-19.

27 mars

Israël

Benny Gantz renonce au poste de Premier ministre.

02 avril

Russie

La Russie envoie de l'aide humanitaire aux États-Unis frappés par la pandémie du nouveau corona virus.

04 avril

Internationale

Le nombre de cas de Covid-19 dépasse le million dans le monde.

L'Afrique face au Covid-19 : quels enseignements tirer de l'épidémie d'Ébola ?

Par Habiba El Mazouni et Mohamed Amine Diouri

Depuis la fin de l'année 2019, le monde fait face à la propagation alarmante d'un nouveau virus nommé SARS-CoV-2. Cette épidémie qui s'est d'abord déclenchée en Chine dans la province du Hubei a vite été relevée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) au rang de pandémie. Cette dernière a déjà infecté plusieurs centaines de milliers de personnes et causé des dizaines de milliers de morts à travers le globe, sans compter les nombreuses répercussions économiques et sociales. Si la situation semble s'améliorer en Chine, l'actuel foyer de l'épidémie semble se déplacer en Europe avec des pays sévèrement touchés, à l'instar de l'Italie et de l'Espagne qui ont dépassé le bilan de morts enregistré auparavant dans l'empire du milieu. L'Afrique qui, quant à elle, semblait avoir été épargnée par la propagation du virus enregistre ces derniers jours de plus en plus de cas, laissant ainsi présager que le continent pourrait être l'un des prochains foyers de la pandémie du Covid-19. Ayant conscience de la gravité de la situation, les pays africains ont pris en avance un ensemble de mesures préventives destinées à freiner la propagation du virus en tirant notamment profit de leurs expériences respectives dans la lutte contre un autre ennemi invisible, à savoir le virus Ebola.

I- Les mesures préventives entreprises par les pays africains face à la pandémie du Covid-19



Avec plus de 1000 cas enregistrés au bout de la troisième semaine du mois de mars ainsi que la déclaration de nouveaux cas dans les rares bastions encore épargnés tels que le Mali et la Libye, l'Afrique ne semble plus échapper à l'avancée inexorable du nouveau coronavirus. C'est ainsi que de nombreux pays ont déclaré la fermeture des écoles, des lieux de culte, l'interdiction des rassemblements de masse, le confinement de leurs populations ainsi que la fermeture de leurs frontières aériennes, terrestres et maritimes, etc... La communauté africaine n'a donc pas attendu l'appel du directeur général de l'OMS Tedros Adhanom Ghebreyesus invitant les pays du continent à se préparer en avance à la pandémie et à s'attendre au pire. Ces mesures drastiques s'expliquent par la conscience de la gravité de la situation par un continent ayant déjà enduré plusieurs autres épidémies, mais aussi par le réalisme des dirigeants africains face aux insuffisances flagrantes du continent en termes de disponibilité de l'eau¹ et d'installations sanitaires :

¹ L'eau est nécessaire dans la lutte contre la propagation du virus via notamment le lavage des mains. Plusieurs

spécialement en lits de réanimations équipés de respirateurs artificiels. L'autre élément pouvant fournir une réponse à cette grande réactivité pourrait être le fait que l'Afrique a, cette fois-ci, le sentiment qu'elle ne pourra pas compter (contrairement au cas d'Ébola) sur une aide internationale massive ; les ressources des puissances mondiales sont en priorité destinées à la lutte contre la propagation du virus au sein de leurs territoires respectifs.

II- Les mesures entreprises par les pays africains pour lutter contre Ebola



Alors que le bilan de la pandémie s'alourdit de jour en jour, le nouveau coronavirus évoque une autre crise sanitaire à laquelle l'Afrique a été confrontée ces dernières années. Il s'agit du virus Ebola qui a entraîné des milliers de morts en 2014 ; un virus certes différent à plusieurs égards du Covid-19 compte tenu des modes de transmission, du taux de létalité, de la fréquence et la gravité des complications, mais a fourni aux pays africains une expérience de gestion de crise et pourrait inspirer le reste du monde dans son combat contre la pandémie de coronavirus.

Entre 2014 et 2016, le virus Ebola a sévi en Afrique de l'Ouest, partant principalement de la Guinée pour toucher la Sierra Leone et le Libéria mais aussi des pays en dehors du continent africain qui n'y étaient pas du tout préparés. À cet égard, plusieurs mesures ont été mises en place afin d'endiguer le virus d'Ebola.

Des actions de sensibilisation diverses et variées

En vue de faire naître un engagement pour agir et mettre un terme au virus Ebola, l'Afrique de l'Ouest s'est attelée à sensibiliser la population via plusieurs moyens notamment le porte-à-porte (avec l'initiative « parler de maison en maison » « Ose to Ose Ébola Tok » mise en place par le gouvernement de la Sierra Leone), la production et la diffusion de chansons telles que «Ebola Is Real» et la mobilisation des personnalités ayant une grande influence sur la population, qu'il s'agisse d'experts, chefs religieux, journalistes, sportifs, chanteurs, acteurs, etc. (le cas du gouvernement du Libéria² qui a fait appel à des leaders religieux pour déclarer la gravité de la situation). Dans l'état actuel des choses, la pandémie du coronavirus a inspiré au Vietnam une chanson intitulée Ghen Cô Vy pour prévenir du coronavirus. Dans une autre mesure, l'OMS et la FIFA ont lancé une campagne de sensibilisation « Passe le message pour éliminer le coronavirus » mobilisant les footballeurs de renommée mondiale³.

populations africaines ont encore un accès difficile à l'eau.

2 How Can We Prepare for Coronavirus? Learn from Liberia's experience with Ebola, Center for Global Development, 10th March 2020. Disponible sur : <https://www.cgdev.org/blog/how-can-we-prepare-coronavirus-learn-liberias-experience-ebola>

3 <https://www.who.int/fr/news-room/detail/23-03-2020-pass-the-message-five-steps-to-kicking-out-coronavi->

La fermeture ou le contrôle des frontières

Les pays de l'Afrique de l'Ouest ont procédé à des contrôles stricts aux frontières ; d'autres, à la fermeture des frontières avec les pays les plus touchés tels que la Guinée avec la Sierra Leone et le Liberia ou encore le Sénégal avec la Guinée, ce qui a permis de limiter la propagation du virus Ebola.

Le confinement et l'état d'urgence

Pour enrayer la progression du virus Ebola, la Sierra Leone a misée sur le confinement de la population tandis que la Guinée a décrété l'urgence sanitaire destinée à contenir la chaîne de transmission avant que celle-ci ne se rompe. Cette stratégie aurait pu inspirer l'Italie dans sa lutte contre le Covid-19.

Le diagnostic avant toutes choses



Les pays de l'Afrique de l'Ouest étaient conscients du fait qu'on ne peut traiter ni soigner une chose invisible ; l'étape primordiale était d'établir le diagnostic du virus. Dans ce sens, des mini-laboratoires mobiles (de la taille de deux boîtes à chaussures) ont été utilisés afin de procéder à un maximum de tests de dépistage dont les résultats sont disponibles après 3h à 5h au lieu de 2j à 3j. Au Nigéria⁴, et dans le même but de repérer les personnes à risque, un décret présidentiel d'urgence a permis d'exploiter des enregistrements téléphoniques et d'avoir recours aux services de police si besoin est. Pour suivre l'état de la propagation de la maladie, les enquêteurs ont utilisé les nouvelles technologies ; il s'agit, à titre illustratif, des applications ou plateformes de données mobiles qui permettent de faire remonter en temps réel les nouveaux cas détectés. Des systèmes d'information géographiques ont été également utilisés pour le suivi des personnes à risque. Dans le contexte du coronavirus, le directeur général de l'OMS ne cesse de souligner la nécessité d'intensifier les tests de dépistage du coronavirus comme le meilleur moyen de ralentir la progression de la pandémie.

La déconstruction des Fake news

Les crises sanitaires n'ont pas seulement un impact sanitaire et économique mais mettent également en avant la propagation des fausses informations. Au sein de la République démocratique du Congo, les Fake news ont été des obstacles à la lutte contre le virus Ebola. En sus des sites web tels que <http://www.congocheck.net/> qui visaient à contrecarrer les "Fake news" véhiculées sur les réseaux sociaux ou par tout autre outil de communication, des volontaires de la Croix-Rouge faisaient du porte-à-porte dans l'est de la RDC, en récoltant les rumeurs, les analysant pour revenir chez les habitants avec des réponses plus convaincantes.

rus

4 Use of technology in the ebola response in west africa. Disponible sur : https://www.msh.org/sites/default/files/technology_and_ebola_response_in_west_africa_technical_brief_final.pdf

La préparation aux urgences

Bien qu'ils soient épargnés par le virus d'Ebola, certains pays africains ont entrepris des mesures de préparation et de riposte pour lutter contre cette épidémie vu qu'ils sont conscients du fait qu'aucun pays n'est à l'abri de menaces liées à de telles maladies. C'est le cas, à titre illustratif, de l'Algérie ainsi que la Côte d'Ivoire. Dans ce sens, un Plan national de préparation d'alerte et de riposte en cas de menaces sanitaires à potentiel épidémique et d'urgence de santé publique de portée internationale⁵ a été élaboré avec le soutien de l'OMS en Algérie. En outre, un plan d'actions⁶ a été mis en place par la Côte d'Ivoire consistant à planifier et anticiper, acquérir du matériel, assurer l'implication de la communauté, tester les systèmes de réponse via des exercices de simulation, évaluer, mettre en place des améliorations ; ce, afin de répondre à toute éventuelle crise ou situation d'urgence.

Finalement, une leçon que les pays africains pourraient fournir au monde est qu'il n'y a pas de havre de paix ; des virus aussi transmissibles que le Covid-19 finissent par saturer n'importe quel système de santé. En effet, les systèmes de santé mondiaux n'ont pas été pensés pour accueillir de telles vagues de malades dans un laps de temps aussi court. L'anticipation et la préparation en demeurent les maîtres-mots.



En somme, bien que l'état des lieux semble être alarmant pour un continent tel que l'Afrique, d'autres éléments permettent quant à eux de dresser un constat plus optimiste. Hormis le fait que les pays africains disposent d'une mémoire (administrative, sanitaire et politique) face à la gestion des crises épidémiques⁷, les populations africaines sub-sahariennes seraient plus enclins à respecter les confinements décrétés par les autorités vu que ces mêmes populations ont compris l'efficacité de telles mesures dans la résorption des épidémies. La pyramide des âges de la population du continent est un autre élément qui pourrait réduire le nombre de cas critiques nécessitant des soins spécifiques (respirateurs et lits de réanimation). La disponibilité de stocks de chloroquine, antipaludique susceptible de guérir du Covid-19, pourrait, elle aussi, aider le continent à soigner les personnes atteintes de ce virus. In fine, le continent africain pourrait aussi profiter de l'aide promise par le milliardaire chinois Jack Ma, ce dernier s'est engagé à faire don à chaque pays africain de : 20 000 kits de diagnostics, 100 000 masques, et 1000 combinaisons protectrices. Cette aide sera répartie équitablement entre les différents États en privilégiant les pays les plus touchés ; reste encore à savoir si les faibles moyens logistiques du continent pourront recevoir de façon optimale cette précieuse aide.

5 <https://www.afro.who.int/sites/default/files/2017-06/plan-national-de-pr%C3%A9paration-d%E2%80%99alerte-et-de-riposte-en-cas-de-menaces-sanitaires.pdf>

6 <https://www.afro.who.int/sites/default/files/2017-06/plan-national-de-pr%C3%A9paration-d%E2%80%99alerte-et-de-riposte-en-cas-de-menaces-sanitaires.pdf>

7 https://www.lepoint.fr/afrique/fred-eboko-l-afrique-a-garde-la-memoire-d-ebola-23-03-2020-2368320_3826.php

Coronavirus : des mesures draconiennes pour reprendre de l'éclat au Maroc -1-

Par Habiba El Mazouni

Suite à la situation sanitaire inédite que traverse le Maroc, une série de mesures ont été prises dans le but d'endiguer la pandémie du nouveau coronavirus (2019-CoV) aussi bien sur le plan socio-économique que politique.

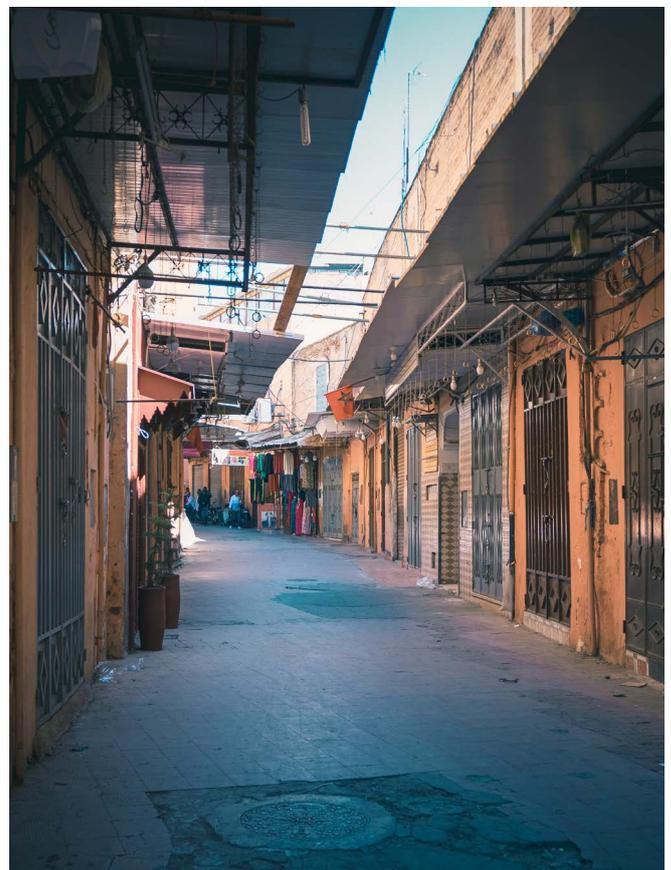
1- Mesures socio-économiques

Le 11 mars dernier, un Comité de Veille Économique (CVE) a été mis en place afin d'anticiper les répercussions économiques de la pandémie sur l'économie nationale et d'identifier des mesures d'accompagnement. Cinq jours plus tard, un décret portant création du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour la gestion de la pandémie du Coronavirus » a été signé. Outre le budget général de l'État (10 milliards de dirhams), plusieurs entreprises publiques et privées, institutions nationales et corps de métiers ont contribué au Fonds afin de mettre à niveau le dispositif médical et soutenir l'économie nationale. En effet, le CVE a tenu des réunions de travail, statuant sur des mesures au profit du personnel en arrêt d'activité (report du remboursement des échéances des crédits bancaires jusqu'au 30 juin 2020, indemnité de 2.000 DH net par mois, allocations familiales et AMO), des entreprises les plus touchées par la crise (report des crédits bancaires et des échéances de leasing jusqu'à fin juin, activation d'une ligne de crédit supplémentaire, etc.), en matière de fiscalité (suspension des contrôles fiscaux et des ATD jusqu'à fin juin, etc.) et en faveur des ménages opérant dans le secteur informel qui restent très impactés par le nouveau coronavirus.

2- Mesures politiques

Après une série de suspensions graduelles, le royaume du Maroc décrète la suspension de tous les vols internationaux de passagers en provenance et à destination du territoire marocain le 15 mars dernier. Les rassemblements sont interdits, les festivals et tous les événements sportifs, culturels et artistiques

sont annulés. À partir du 16 mars, le pays commence à se préparer à l'état d'urgence ; les musées, mosquées, cafés, restaurants, salles de cinéma et théâtre, salles de fête, clubs et salles de sport, hammams, salles de jeu et terrains de proximité sont fermés ; les places dans les transports en commun sont limitées, les audiences des tribunaux (sauf celles en lien avec les affaires des détenus, les affaires en référé et les affaires d'instruction) sont arrêtées et les cours dans l'ensemble des crèches, des établissements d'enseignement, de formation professionnelle et des universités, qu'ils soient privés ou publics sont suspendus, donnant naissance au lancement de l'enseignement à distance via le portail électronique TelmidTice et sur la chaîne TV Athaqafia. Le 19 mars, l'état d'urgence sanitaire est déclaré dans tout le pays qui est désormais mis en quarantaine. Le projet de décret-loi relatif à cet état d'urgence (n°2.20.292 et n°2.20.293) a



été adopté à l'unanimité par les commissions de l'Intérieur à la Chambre des représentants et celle des Conseillers ; toute violation des ordres et décisions des autorités publiques est passible d'une peine d'un à trois mois d'emprisonnement et d'une amende allant de 300 DH à 1.300 DH ou de l'une des deux peines. Quelques jours plus tard, les moyens de transport privés et publics entre les villes ont été interdits, la publication et la distribution des éditions papier de la presse nationale ont été suspendues. Quant à la santé, la médecine militaire prend part conjointement avec son homologue civile à la lutte contre le Covid-19 selon les instructions royales.



3- Une communication de crise bien orchestrée ?

Parallèlement aux mesures socio-économiques et politiques mises en place, la communication de crise semble être une priorité pour le pays. Dans un premier temps et afin d'enrayer la propagation de rumeurs et de

fausses informations liées à la pandémie du coronavirus, un portail numérique (covidmaroc.ma) dédié à l'actualité sur le coronavirus a été lancé par le Ministère de la santé. Les personnes qui souhaitent être informées de l'évolution de la pandémie au Maroc ont ainsi accès aux chiffres officiels les plus récents. Un autre site a été lancé (mapanticorona.ma), dédié à la publication de l'ensemble des informations vérifiées et crédibles liées au coronavirus et destiné à contrecarrer les Fake news véhiculées sur les réseaux sociaux ou par autres outils de communication et supports d'information. Dans le même ordre d'idées, le projet de loi n°22.20 relatif à l'utilisation des réseaux sociaux et similaires a été adopté pour faire face à la propagation des Fake news, et lutter contre les nouveaux modèles de cybercriminalité notamment en ces temps de crise liée au coronavirus. Conscient de l'importance de la sensibilisation, le Maroc a mobilisé l'ensemble des ministères et institutions publiques, tous secteurs confondus, à sensibiliser la population en insistant notamment sur l'urgence de rester chez soi pour éradiquer cette crise sanitaire. Les célébrités (acteurs, chanteurs, sportifs, animateurs, influenceurs ...) se sont également engagées dans des campagnes de sensibilisation. En plus, « El-Barrak », une profession ayant joué un rôle fondamentale primordial dans la culture et l'histoire du Maroc et qui constituait un canal de communication entre les autorités publiques et la population, reprend son élan ; des agents des autorités locales ou encore des personnes volontaires parcourent les marchés, les places publiques et rue des villes en vue de sensibiliser aux risques du coronavirus et de mettre en lumière les mesures préventives et les règles d'hygiène à adopter pour lutter efficacement contre la propagation de ce virus.

In fine, de pareilles mesures méritent d'être saluées et soutenues tout en gardant de l'espoir et en s'armant de stoïcisme.

QUESTION DU MOIS

Fake news?

Par Mohamed Amine Diouri et Habiba El Mazouni



Qu'est-ce qu'on entend par Fake news ?

Fake news, fausses informations ou encore désinformations, font référence à un stratagème de communication qui consiste à diffuser sciemment de fausses informations : que ce soit des informations falsifiées, orientées, maquillées ou complètement mensongères, à des fins de manipulation politique et géopolitique, d'influence de l'opinion publique et d'orientation des pratiques.

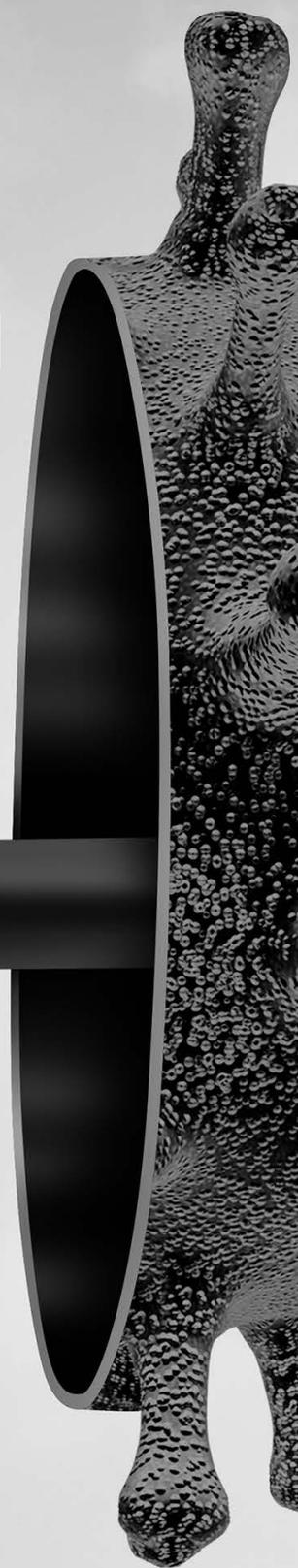
Quelle est la différence entre rumeurs, intox et hoax ?

Dans le jargon des Fake news, il existe quelques petites nuances entre rumeurs, intox et hoax.

- Selon le Larousse, une rumeur est une nouvelle non vérifiée, un bruit « qui se répand dans le public, dont l'origine est inconnue ou incertaine et la véracité douteuse ». Ainsi, la rumeur naît afin d'assouvir un besoin de savoir, là où la vérification est difficile, à l'image de la célèbre rumeur relative à Lady Diana, disant que les services secrets britanniques l'auraient tué pour l'empêcher d'épouser Dodi Al-Fayed.
- Tout comme la désinformation, l'intox est une fausse information volontairement trompeuse.
- Hoax est par contre une information fausse, périmée ou invérifiable propagée principalement par Internet, communiquée généralement sur les sites de canular.

Quelles réponses apporter aux Fake news ?

En sus des lois mises en place contre la manipulation de l'information (cas du projet de loi 22.20 relatif à l'utilisation des réseaux sociaux au Maroc), le meilleur moyen serait d'éduquer les générations futures à l'esprit critique, à la vérification de l'information et à l'identification de sources fiables et diversifiées. Les médias, think-tanks et associations ont également un rôle de sensibilisation à jouer afin d'immuniser tout consommateur d'information contre la désinformation.



Entretien

Reprise de l'entretien
du Point Afrique

« Le Covid-19 confirme l'urgence de la diversification de l'économie »

Le Covid-19 a provoqué une crise sanitaire sans précédent. Quelle leçon l'Afrique doit-elle en tirer quant au financement de son secteur de santé ?

Plus qu'une crise, le Covid-19 a provoqué une véritable catastrophe sanitaire dans des pays comme l'Italie et l'Espagne, suivis probablement par d'autres pays comme les États-Unis ou le Royaume-Uni. En cause, le manque de moyens matériels et humains dans les hôpitaux. L'impact sanitaire, politique et économique qu'aura engendré la propagation du Covid-19 demeure sans précédent à travers le monde.

À l'instar de l'ensemble de la communauté internationale, les pays d'Afrique devront faire face à cette crise, en mettant à jour leurs mécanismes et dispositifs stratégiques alors même que leur système de santé est plus vulnérable. Si les conséquences sanitaire et économique au niveau du continent africain restent difficiles à estimer, cette crise aura eu le mérite de démontrer que la santé devra dorénavant être placée comme secteur stratégique et prioritaire pour le développement du continent. Pour cela, les États africains devront répondre à différents défis : investissement dans le secteur pharmaceutique afin de répondre aux besoins croissants de la population ; création d'emplois durables dans le secteur ; arrêt de l'exportation du personnel de la santé en proposant des conditions de travail optimales au niveau local, etc. Le continent a des chances de sortir renforcé de cette crise, à condition de limiter les dégâts, notamment en capitalisant sur l'expérience acquise dans la lutte contre le virus Ebola.



● **Ali MOUTAÏB**

Directeur associé du cabinet Hyperborée Advisors

La question du stock de chloroquine de Sanofi Maroc totalement acheté par le gouvernement marocain pose la question de la fabrication des médicaments et du matériel médical dans les pays africains. Dans quelle mesure une chaîne de valeur locale peut-elle être créée et développée ?

Le Maroc fait partie, avec la Tunisie, l'Afrique du Sud et l'Égypte, des principaux pôles de production pharmaceutiques du continent. Face à la crise sanitaire, la stratégie du royaume chérifien a été d'acquérir l'ensemble du stock de chloroquine fabriqué par l'usine Sanofi Maroc, une des enseignes internationales installées au Maroc pour la fabrication de médicaments destinés exclusivement au marché local. Cette stratégie a permis la livraison de la chloroquine aux centres hospitaliers et d'éviter par là l'achat du produit par des particuliers tentés par l'automédication.

Le continent africain, qui fait face à de multiples défis afin d'accéder à des médicaments de qualité (les contrefaçons de médicaments sont très présentes dans le marché), a besoin de renforcer sa production et sa distribution de médicaments pour en faciliter l'accès à la majorité de la population. Pour cela, il faudrait s'appuyer sur plusieurs axes de travail : le développement de pôles de fabrication et de distribution des produits au niveau régional, la coopération Sud-Sud entre les différents pays ainsi que le partenariat public/privé permettant de renforcer les financements et l'amélioration de la qualité du secteur.



Dans la concurrence économique internationale, quelle place occupent les marchés liés aux questions de santé ?

La part des dépenses de la santé représente environ 10 % du PIB mondial, les marchés liés au domaine de la santé constituent donc un secteur majeur au sein de l'économie internationale. Il est de notoriété publique que le marché de la santé revêt une importance stratégique aussi bien pour les acteurs privés que pour les États. Le chiffre d'affaires mondial de la seule industrie pharmaceutique représentait 1 143 milliards de dollars en 2017. Ce marché peut donc créer des affrontements d'ordre économique et géopolitique entre les puissances. Aussi, les effets d'annonce sur de nouveaux vaccins contre le Covid-19 ou sur des traitements inédits ne sont en réalité que le reflet d'une véritable course entre les USA, la Chine, la Russie et certains pays d'Europe. Le fait que l'administration américaine a essayé de racheter « CureVac », un laboratoire allemand qui a bien progressé dans sa recherche pour un remède contre le virus, est un exemple qui illustre l'enjeu stratégique que représente le marché de la santé.

Quel regard posez-vous sur la crise économique que va engendrer le Covid-19 pour des pays à la lisière de l'émergence comme le Maroc et pour les autres pays africains ?

La semaine du 16 mars, on a pu assister à un effondrement spectaculaire des marchés financiers mondiaux en raison de la propagation du Covid-19, la crise économique qui se profile aura sans doute un impact important sur l'ensemble du tissu économique mondial. L'Afrique aura à subir, en conséquence, un impact économique et social considérable. Des pays émergents comme le Maroc ne dérogent pas à la règle et leurs économies devront encaisser l'impact de la crise mondiale.

L'étendue et la sortie de crise dépendront en grande partie de la gestion de la crise sanitaire : plus tôt sera enclenché le mécanisme de gestion de crises, mieux sera gérée « l'après-crise ». L'État devra relever l'important défi de relancer l'économie nationale après le confinement puisque des secteurs clés comme le tourisme, le commerce international ou encore le secteur informel auront subi de plein fouet l'impact de l'épidémie. La création par le royaume chérifien d'un fonds de gestion du Covid-19 et d'un comité de veille économique, pour atténuer les effets de la crise du nouveau coronavirus sur les plans économique et social, constitue un exemple de la stratégie de « damage-control » face à la situation d'urgence.

Sur un autre registre, les pays qui dépendent de l'exportation des hydrocarbures comme le Nigeria devront non seulement gérer une crise économique sans précédent, mais devront également se satisfaire d'un prix du baril de pétrole qui restera probablement en dessous des premières prévisions annuelles. La pandémie du Covid-19 confirme donc l'urgence de la diversification de l'économie au sein des pays pétroliers.

Plus que jamais la question de la prévention sanitaire et médicale s'invite dans le débat sur le modèle de développement actuellement au cœur de la réflexion des autorités marocaines avec la Commission spéciale présidée par Chakib Benmoussa. Comment pourrait-elle être appréhendée économiquement, socialement et politiquement ?

La crise actuelle a révélé le drame que vit le secteur de la santé dans le monde. Les dépenses de santé, réduites dans les pays développés, et pas suffisantes dans les pays émergents comme le Maroc, ont eu pour conséquence le manque d'équipement médical et le déficit en ressources humaines. Cela remet la question de la santé publique au centre des débats sur les différents modèles de développement des États.

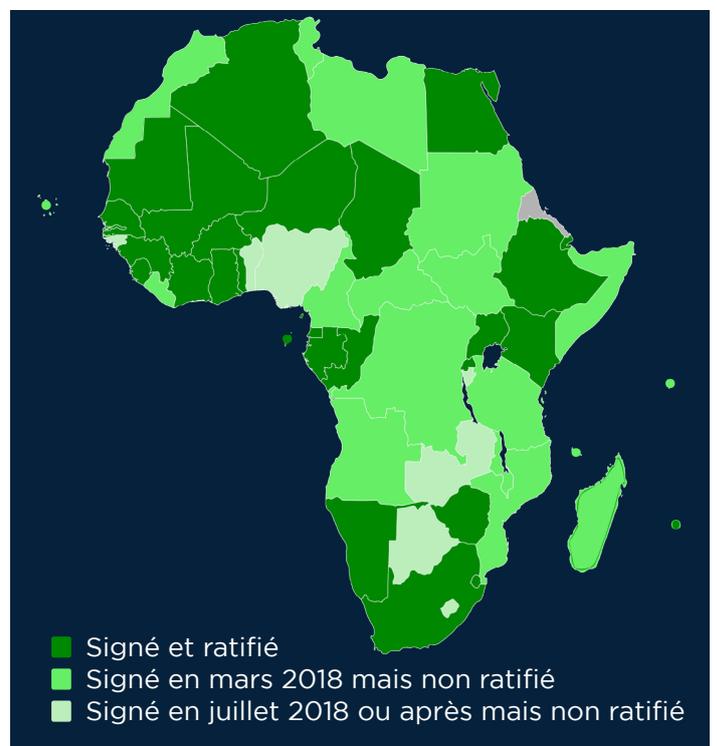
Il est clair que le Maroc a encore un long chemin à faire dans le domaine de la santé. Toutefois, le royaume accorde une importance capitale à la sécurité sanitaire de sa population. Ainsi, face à l'épidémie, de nombreuses mesures ont été mises en place grâce au budget alloué par le fonds Covid-19 pour la santé. Celui-ci a servi à l'achat de 1 000 lits de réanimation, 550 respirateurs, 100 000 kits testeurs... Ce fonds a également permis l'octroi des indemnités au personnel soignant.

Au sein de la Commission spéciale sur le modèle de développement, le sujet de la santé sera d'autant plus au centre des discussions. Questionnés pour un sondage sur le modèle de développement, les Marocains insistent sur l'éducation (55 %) et la santé (20 %), suivis de loin par l'emploi (8 %). Les réflexions à propos d'une politique de prévention sanitaire efficace et efficiente seront fort probablement approfondies et enrichies tout au long des activités de la Commission. Plusieurs pistes peuvent se dégager de l'analyse et de la réflexion sur les solutions et les moyens mis en œuvre pour le secteur : partenariats public/privé, décentralisation des infrastructures en s'appuyant sur le modèle de régionalisation avancée, formation et recrutement des cadres de la santé, financement d'une économie de la connaissance centrée sur la recherche et le développement, etc.

Plus que jamais, le nouveau modèle de développement au Maroc devra placer le secteur de la santé comme une priorité stratégique, comme l'a rappelé le roi Mohammed VI lors de son discours sur le modèle de développement : « Que demande-t-on en définitive ? En premier lieu, une mise en œuvre efficace des projets de développement programmés et mis en chantier ; corrélativement, la recherche de solutions pratiques et réalisables aux vrais problèmes des citoyens et des réponses adaptées à leurs demandes raisonnables et à leurs attentes légitimes en termes de développement, d'éducation, de santé, d'emploi, etc. », a indiqué le souverain chérifien.

Sur un plan plus large, y a-t-il un risque de remise en question du chantier de l'intégration africaine autour de la Zleca ? Si oui, que faudrait-il faire pour le remettre à l'endroit ?

L'accord établissant la Zone de libre-échange du continent africain (Zleca) vise à faciliter l'intégration entre les marchés africains. Les États signataires devront relever plusieurs défis pour sa mise en place : le manque d'infrastructures, la taille hétérogène des économies africaines, l'existence de nombreux accords commerciaux bilatéraux avec le reste du monde ainsi que des niveaux divergents de développement industriel par pays... Pour aboutir, ce projet ambitieux – plus grand marché mondial de biens et de services – devra compter sur un développement progressif à partir des différentes zones de communautés économiques régionales. Ces dernières devront intégrer des leviers d'anticipation et de réaction au niveau sanitaire et sécuritaire.



Concurrence internationale, guerre commerciale, guerre économique. Dans quelle position se trouvent le Maroc et l'Afrique dans ce contexte ?

Disposant de capacités inestimables en termes de ressources (terres arables, minerais stratégiques, population jeune...), l'Afrique est devenue de fait le terrain d'affrontements économiques et géopolitiques entre les puissances qui considèrent le continent comme une réserve dans leur course au développement et à la croissance. La guerre économique dans des secteurs tels que le BTP, les nouvelles technologies, l'agriculture, l'industrie pharmaceutique et bien d'autres fera rage et utilisera différents mécanismes de soft power et de hard power : diplomatie de la dette, financements, séduction, etc.

Pour se démarquer dans cette confrontation économique, les pays du continent ainsi que les instances de l'Union africaine se doivent de consolider leur alliance. L'émergence de pôles de puissances régionales ainsi que des structures économiques intégrées au sein du continent leur permettront de s'affranchir des différentes dépendances et de développer différents leviers de négociations. Le développement d'une vision stratégique est inévitable et doit s'opérer au niveau de plusieurs secteurs : sécuritaire, économique, sanitaire, alimentaire et développement humain. L'anticipation et l'investissement dans des secteurs tel que la sécurité alimentaire, où le Maroc s'est positionné de manière importante, seront au cœur des enjeux futurs du continent.



Que faudrait-il que notre continent mette en place pour mieux y maîtriser sa destinée et sortir de la dépendance institutionnelle dans laquelle elle se trouve par rapport aux institutions de Bretton Woods et aux grandes puissances ?

La stratégie de puissance régionale opérée par le Maroc, le Rwanda, l'Afrique du Sud ou encore l'Éthiopie peut servir de modèle de coopération et de consolidation au sein du continent. Les pays africains doivent composer avec différents leviers stratégiques afin de raffermir leur souveraineté et, en même temps, ne pas entraver les relations bilatérales et commerciales avec les autres pays. Depuis plus d'un quart de siècle, sous la houlette de M. Christian Harbulot, les travaux de l'École de guerre économique ont mis en évidence les problématiques de dépendance existantes, que cela soit au niveau sécuritaire, numérique, agricole, sanitaire ou encore énergétique à travers le développement de grilles de lecture stratégiques permettant aux décideurs de décortiquer et d'analyser l'information qui les guidera pour opérer des mouvements décisifs. Ces grilles de lecture permettent de faire face à la reconfiguration du monde économique post-mondialisation et peuvent constituer des leviers importants dans les cercles de décision au sein du continent.

Comment voyez-vous l'après-crise Covid-19 pour l'Afrique ?

Il est très difficile de prévoir exactement les conséquences de cette crise, car les pays du continent doivent d'abord consolider leurs résistances face à la crise sanitaire. Au niveau économique et social, l'impact pourrait être important et durable, plusieurs secteurs devraient être touchés comme le secteur aérien, le tourisme ou le commerce international. Cela pourrait aboutir à une diminution du trafic aérien et à l'importation de main-d'œuvre et d'experts internationaux. Les prochains mois devraient aussi connaître une forte baisse des investissements directs étrangers (IDE) sur les continents et une limitation des financements et des partenariats au niveau international.

Une piste de rebond économique pourrait être un appel pour l'annulation de la dette des pays africains comme l'a récemment demandé le président sénégalais Macky Sall. En face, le revers de la médaille positif pourrait être le développement d'une capacité de résilience permettant de s'appuyer définitivement sur les forces vives du continent en développant la formation et la montée en compétences des cadres et de la main-d'œuvre.

Prochains événements

**SAUVEZ
DES VIES,
RESTEZ
CHEZ VOUS!**



info@hadvisors.net



+212 537 73 45 13